

Le secteur du bâtiment entre inquiétude et incertitude

Selon la FFB, le secteur du bâtiment présente toujours une situation dégradée. Néanmoins, si les autorisations et les mises en chantier sont en recul, elles le sont de manière contenue. Malgré tout, la fébrilité du marché est toujours palpable et les perspectives restent liées à l'avenir économique des mois à venir. Explications.

Quand la bâtiment va, tout va». Si l'adage est connu, il prend de l'ampleur en période de crise. D'autant plus que selon la Fédération Française du Bâtiment (FFB), la situation reste incertaine.

Chiffres à l'appui, on observe des baisses : en glissement annuel sur les sept premiers mois de 2012, les permis et mises en chantier reculent respectivement de 2% et de 12,5%. *«Compte tenu de l'habituel redressement observé au cours du dernier trimestre, on peut espérer un bilan 2012 aux environs de 340.000 à 350.000 logements commencés, après le score de 421.000 en 2011»*, souligne Didier Ridoret, le président de la Fédération. Des données loin de l'objectif des 500.000 logements par an.

Malgré ces résultats, le décrochage pour le secteur du bâtiment n'est pas radical : *«En cette période de récession, on aurait pu s'attendre à un 'dévissage' de nos marchés. Or, certes ils sont en recul, mais de manière contenue. Nous maintenons donc notre prévision de -2% en volume d'activité pour 2012»*, souligne Didier Ridoret. De son côté, le secteur de l'amélioration-entretien voit sa production en volume fléchir légèrement de 0,5% sur l'ensemble du premier semestre.

L'emploi en berne

Sur le volet de l'emploi, la progressive amélioration de 2011 laisse place à la dégradation. Ainsi, la perte nette d'emplois dans le bâtiment ressort à environ 11.100 postes, soit -0,9% par rapport au premier semestre 2011, du fait de la baisse simultanée des effectifs salariés (-8500 soit -0,7%) et de l'intérim en équivalent à temps plein (-2.600, soit -2,9%). *«L'année devrait d'ailleurs se solder sur un recul de 35.000 postes, soit si je peux me permettre cette comparaison, l'équivalent d'un site «d'Aulnay» par mois, dans la totale indifférence»*, alerte le président de la FFB.

Enfin, concernant les entreprises, la situation est paradoxale avec une hausse du rythme des créations d'entreprises depuis début 2012 : *«Ce mouvement relève cependant assez largement des auto-entrepreneurs»*, tempère Didier Ridoret. Autre surprise : le recul des défaillances. Ainsi, selon l'Insee, en glissement annuel sur le premier semestre 2012, le nombre d'entreprises ayant connu une défaillance chute de 10,6%. *«Cependant, cette relative résistance des entreprises se fait au prix d'une fragilisation accrue, avec des prix orientés nettement et partout à la baisse, des trésoreries de plus en plus serrées et des difficultés qui croissent dans certaines régions et pour certains métiers»*, explique Didier Ridoret. De plus, il faut raccorder les défaillances aux cessations d'activité, sans procédure collective préalable, qui affichent +13,4% en glissement annuel sur 12 mois à fin mai 2012, après +15,9% en 2010 et +17,3% en 2011.

Au final, si le bâtiment résiste, l'absence de perspectives engendre une inquiétude certaine sur 2013. La FFB attend donc avec impatience la loi de finances afin d'ajuster ses prévisions. *«Il est urgent que le gouvernement mette en œuvre les mesures annoncées lors de la campagne présidentielle et de la conférence environnementale»*, conclut la fédération.